



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour l'administration**

Niveau de classification			
MD	MA	MS	NP
		X	

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

N° du Marché
2025 BSTSAI 8511

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION
(RC)**

Objet du marché :

**BAN Lann-Bihoué
Amélioration de l'adhérence des pistes 07-25 et 02-20
et réfection des marquages**

Maître de l'ouvrage :
Ministère des Armées

Conducteur d'opération :
SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE ATLANTIQUE
(SID ATL)

Liste des abréviations

AAPC	Avis d'Appel Public à la Concurrence
BOAMP	Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics
BPU	Bordereau des Prix Unitaires
CCAG FCS	Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et services
CCAG PI	Cahier des Clauses Administratives Générales Prestations Intellectuelles
CCAG TX	Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux
CCAG MI	Cahier des Clauses Administratives Générales Marchés Publics industriels
CCAG TIC	Cahier des Clauses Administratives Générales Techniques de l'Information et de la Communication
CCAP	Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCP	Code de la commande publique
CCTP	Cahier des Clauses Techniques Particulières
STB	Spécification Technique du Besoin (pour les marchés MI)
CPV	Common Procurement Vocabulary : vocabulaire commun pour les marchés publics
DE	Détail Estimatif
DPF	Décomposition des Prix forfaitaires
EPF	État des Prix Forfaitaires
JOUE	Journal Officiel de l'Union Européenne
PLACE	PLate-forme des AChats de l'État
USID	Unité de Soutien d'Infrastructure de la Défense
SID ATL	Service d'Infrastructure de la Défense Atlantique

1. DESCRIPTION DE LA CONSULTATION.....	4
1.1. OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.2. OBJET DU PRESENT REGLEMENT DE LA CONSULTATION	4
1.3. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
2. CONDITION DE LA CONSULTATION	4
2.1. PROCEDURE RETENUE	4
2.2. CATEGORIE DE MARCHE	4
2.3. ALLOTISSEMENT	4
2.4. CODE CPV	4
3. PROCEDURE ET CONSULTATION	5
3.1. FORME DU MARCHE	5
3.2. DATE D'ETABLISSEMENT, TYPE ET FORME DU PRIX.....	5
3.3. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	5
3.4. PRIME.....	5
3.5. PROTECTION DU SECRET.....	5
3.6. DELAI/DUREE D'EXECUTION DU MARCHE.....	5
3.7. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
BAN DE LANN-BIHOUE (56)	5
3.8. CONDITIONS CONTRACTUELLES.....	5
3.9. CCAG.....	5
3.10. VARIANTES.....	6
3.11. GROUPEMENT (COTRAITANCE)	6
3.12. SOUS-TRAITANCE	6
3.13. VISITE DES LIEUX	6
3.14. CLAUSE SOCIALE DU MILITAIRE BLESSE	6
3.15. DISPOSITIF D'ACCES AUX PME	6
3.16. CERTIFICAT D'ECONOMIE D'ENERGIE (CEE).....	6
4. MODALITES D'APPRECIATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
4.1. RECEVABILITE ADMINISTRATIVE	7
4.2. APPRECIATION DES CANDIDATURES.....	7
4.3. APPRECIATION DES OFFRES.....	7
4.3.1. <i>Critères éliminatoires</i>	7
4.3.2. <i>Critères de sélection des offres - Pondération</i>	8
4.3.3. <i>Méthodologie d'attribution des notes</i>	8
4.4. RECTIFICATION DE LA DECOMPOSITION DES PRIX.....	9
4.5. CLASSEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHE	9
4.6. NEGOCIATION	9
5. CONTENU DES PLIS ET MODALITES D'ETABLISSEMENT DES OFFRES	10
5.1. DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE	10
5.1.1. <i>Candidature simplifiée</i>	10
5.1.2. <i>Candidature sous forme de DUME</i>	11
5.1.3. <i>Documents justificatifs et autres moyens de preuve</i>	11
5.2. DOCUMENTS RELATIFS A L'OFFRE	11
5.2.1. <i>Projet de marché</i>	11
5.2.2. <i>Autres pièces constitutives de l'offre</i>	11
5.3. PRESENTATION DES OFFRES EN CAS D'ALLOTISSEMENT.....	12
5.4. PRESENTATION DES OFFRES EN CAS DE VARIANTE(S).....	12
6. MODALITES DE REMISE DES PLIS.....	13
6.1. DATE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	13
6.2. ECHANGES DURANT LA PROCEDURE.....	13
6.3. MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION.....	13
6.4. MODALITES DE REMISE DES PLIS.....	13
6.5. TRANSMISSION ET ECHANGES DE DOCUMENTS "DIFFUSION RESTREINTE" PENDANT LA CONSULTATION	15
6.6. COPIE DE SAUVEGARDE	15

1. DESCRIPTION DE LA CONSULTATION

1.1. Objet de la consultation

BAN de Lann-Bihoué - Amélioration de l'adhérence des pistes 07-25 et 02-20 et réfection des marquages

1.2. Objet du présent règlement de la consultation

Le présent document définit :

- les modalités de la consultation et la forme contractuelle prévue ;
- la présentation des plis, les règles et le formalisme à respecter ;
- les modalités de remise des plis ;
- les hypothèses à prendre en compte pour l'établissement des offres ;
- les critères qui seront utilisés pour l'évaluation des offres.

La participation à la présente consultation vaut acceptation sans restriction des dispositions du présent règlement.

1.3. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation est constitué :

- du présent Règlement de la Consultation et ses annexes ;
- de l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes (RIB – EPF) ;
- du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes ;
- du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.

Ces documents sont la propriété de l'État. Les informations communiquées par le pouvoir adjudicateur ne peuvent être utilisées à d'autres fins que l'élaboration d'une réponse à la procédure de passation du marché.

2. CONDITION DE LA CONSULTATION

2.1. Procédure retenue

La procédure retenue pour la présente consultation est la procédure adaptée ouverte consacrée par l'article R. 2323-4 du Code de la commande publique.

Le présent marché a fait l'objet d'un Avis d'Appel Public à la Concurrence (AAPC) publié :

- au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP),
- Sur la PLate-forme des AChats de l'État (PLACE) accessible à l'adresse : www.marches-publics.gouv.fr.
- sur d'autres supports : Le Télégramme & Ouest France.

2.2. Catégorie de marché

Le présent marché est un marché de Travaux.

2.3. Allotissement

Les prestations font l'objet d'un marché unique.

2.4. Code CPV

Code CPV principal : 45233221-4

3. PROCEDURE ET CONSULTATION

3.1. Forme du marché

Le présent marché est un marché à tranches optionnelles.

Les tranches sont identifiées comme suit :

Tranche ferme : Amélioration de l'adhérence de la piste 07-25 et réfection des marquages

Tranche optionnelle : Amélioration de l'adhérence de la piste 02-20 et réfection des marquages

3.2. Date d'établissement, type et forme du prix

La date d'établissement, le type et la forme des prix sont définis dans le CCAP.

3.3. Délai de validité des offres

Le délai de validité de l'offre du candidat est fixé à quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

Toutefois, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales ou intermédiaires. En ce cas, c'est la date limite de remise de ces dernières qui sera prise en compte.

3.4. Prime

Le candidat consulté, ne pourra prétendre à aucune indemnité ou rémunération pour les prestations réalisées dans le cadre de cette consultation, y compris pour la remise de son offre.

3.5. Protection du secret

Conformément aux dispositions de l'instruction générale interministérielle sur la protection du secret de la défense nationale, annexée à l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale, le marché est qualifié de contrat sensible avec contrôle élémentaire préalable des personnes physiques.

L'attention des candidats est attirée sur les dispositions de l'article "protection du secret" du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

3.6. Délai/durée d'exécution du marché

Les délais d'exécution est de chaque tranche sont définis dans l'Acte d'Engagement.

3.7. Lieu d'exécution des prestations

BAN de Lann-Bihoué (56)

3.8. Conditions contractuelles

Les conditions contractuelles applicables au marché et les clauses juridiques sont définies dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) cité au paragraphe 1.3 du présent Règlement de la Consultation.

Les prestations et les fournitures du marché sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) cité au paragraphe 1.3 du présent Règlement de la Consultation.

3.9. CCAG

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable pour l'exécution du marché est le CCAG Travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

3.10. Variantes

Les variantes sont interdites.

3.11. Groupement (Cotraitance)

Si le candidat se présente sous la forme d'un groupement, celui-ci pourra être solidaire ou conjoint avec solidarité du mandataire.

Le candidat ne pourra pas se présenter en qualité de mandataire d'un groupement et de membre d'un autre groupement ou de candidat individuel.

Dans les conditions de l'article R2342-13, l'acheteur, laisse la possibilité de modifier la composition des groupements et d'en constituer de nouveaux entre la remise des candidatures et la remise des offres initiales.

3.12. Sous-traitance

Dès lors que le candidat a l'intention de sous-traiter une partie des prestations, il devra clairement l'indiquer en complétant le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance).

Dans tous les cas, le sous-traitant devra fournir la déclaration prévue aux articles R. 2393-25 à R. 2393-32 du Code de la commande publique (ou en signant le DC4, rubrique k).

Il est rappelé que pour toute sous-traitance dont le montant est égal ou supérieur à 10% du montant total du marché, le sous-traitant sera admis au paiement direct sous réserve qu'il soit accepté et ses conditions de paiements agréées par la personne publique.

3.13. Visite des lieux

Le candidat pourra demander à visiter les installations qu'il jugera utiles afin de compléter son offre en disposant de tous les éléments nécessaires.

La visite se fera dans un créneau de quinze (15) jours ouvrés.

Ce créneau débutera à compter de la date de réception du Dossier de Consultation des Entreprises par le candidat, la date de l'accusé de réception faisant foi.

Le candidat formulera sa demande de visite sur la plate-forme PLACE, par le biais d'une question.

3.14. Clause sociale du militaire blessé

Il est prévu des dispositions sociales : militaire blessé.

3.15. Dispositif d'accès aux PME

Il est prévu des dispositions facilitant l'accès des PME par la sous-traitance. Toutes les entreprises disposant de matériels adaptés à la réalisation du chantier et de références dans le domaine des travaux à réaliser seront autorisées à candidater.

3.16. Certificat d'économie d'énergie (CEE)

Sans objet.

4. MODALITES D'APPRECIATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

4.1. Recevabilité administrative

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) fera procéder à l'ouverture des plis.

Les offres :

- Parvenant après la date et l'heure limites fixées dans la lettre de consultation (heure de fin de dépôt du pli faisant foi), éventuellement reportée,
- Ou parvenant sous enveloppe non fermée (pour les documents marqués "Diffusion Restreinte"),
- Ou non rédigées en langue française ou non accompagnées d'une traduction en français,

seront rejetées sans jugement sur le fond et retournées au candidat concerné.

4.2. Appréciation des candidatures

En fonction de l'analyse des dossiers reçus, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'analyser les offres des soumissionnaires avant leur candidature.

Dans tous les cas, la(es) candidature(s) sera(ont) appréciée(s) sur la base des renseignements et documents demandés, en tenant compte de la situation juridique des opérateurs économiques ainsi que de leurs garanties et capacités techniques et financières.

Lors de l'analyse des candidatures, seront éliminés:

- les candidats n'ayant pas fourni l'ensemble des déclarations, certificats ou attestations demandés, dûment complétés et signés.
- Les candidats ne présentant pas les compétences techniques nécessaires.
- Les candidats qui n'auraient pas les capacités professionnelles et financières suffisantes.

Pour justifier de ses capacités, le candidat peut demander que soient également prises en compte celles d'autres opérateurs économiques. Dans ce cas, il devra justifier des capacités de ces opérateurs économiques et apporter la preuve qu'il en dispose pour l'exécution du marché.

Toutefois, en application de l'article R. 2344-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de demander des compléments au dossier de candidature. Les compléments devront être fournis dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de réception de la demande. Après vérification de la complétude des dossiers de candidature et de leur analyse, le RPA sélectionnera les candidatures retenues.

La(es) candidature(s) ne présentant pas les garanties et capacités juridiques, techniques et financières sera(ont) rejetée(s). Dans le cas où l'analyse des offres précéderait celle des candidatures, la candidature du soumissionnaire suivant au classement des offres sera alors étudiée.

4.3. Appréciation des offres

4.3.1. Critères éliminatoires

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, notamment parce qu'elle est incomplète, ou qu'elle méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Seront considérées comme irrégulières :

- Les offres ne comprenant pas l'ensemble des documents identifiés au paragraphe 5.2.1 ci-dessous;
- Les offres qui ne seraient pas chiffrées dans tous leurs éléments,
- Les offres ne répondant pas à la totalité des exigences.

Les offres inappropriées sont éliminées avant démarrage de la négociation conformément à l'article R. 2152-1 du Code de la commande publique.

Les offres irrégulières et inacceptables sont éliminées au terme des négociations conformément aux articles R. 2152-1 à R. 2152-4 du Code de la commande publique.

4.3.2. Critères de sélection des offres - Pondération

Les offres qui n'auront pas été éliminées au sens de l'article ci-dessus seront évaluées en fonction des critères énoncés ci-dessous.

Libellé	Valeur en %
	Lot unique
Prix	70%
Valeur technique	30%

Critère valeur technique de l'offre :

Il est précisé que le critère valeur technique sera apprécié selon les critères énoncés au paragraphe Méthodologie d'attribution des notes - A du présent document en tenant compte du mémoire technique fourni par le candidat.

Critère du prix :

Il est précisé que le critère prix sera apprécié en prenant comme référence le montant total figurant à l'Acte d'Engagement.

4.3.3. Méthodologie d'attribution des notes

A- L'évaluation du critère technique se fera par la méthode suivante:

1- Evaluation de la valeur technique de l'offre:

Elle sera évaluée sur la base du mémoire technique fourni par le candidat

N° des sous-critères techniques	Intitulés des sous-critère techniques	Valeur de l'offre
1	Description de l'organisation et méthodologie mise en place au sein de l'entreprise pour la réalisation de ce marché	Sur 30 points
2	Méthodologie d'exécution des travaux intégrant la santé et la sécurité des personnels et la gestion des déchets	Sur 60 points
3	Complétude et cohérence de l'annexe 1 du RC : décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)	Sur 10 points

2- Attribution de la note :

Note = (Nombre de points de l'offre technique évaluée / Nombre de points de l'offre technique la meilleure) x (Coefficient de pondération).

B- L'évaluation du prix se fera par la méthode suivante:

Note = (Prix le plus bas / Prix de l'offre examinée) x (Coefficient de pondération).

4.4. Rectification de la décomposition des prix

En cas de contradiction dans l'offre d'un candidat :

- Les indications de prix portés dans l'Etat des Prix Forfaitaires (EPF) prévaudront sur toutes autres indications de prix figurant dans l'offre ;
- Les erreurs de report, de multiplication ou d'addition contenues dans l'offre seront rectifiées ;
- C'est le montant de l'EPF en annexe 2 de l'acte d'engagement ainsi corrigé qui sera pris en considération lors du classement des offres.

4.5. Classement des offres et attribution du marché

L'examen des offres par le RPA donnera lieu à un classement selon les critères cités plus haut. L'offre considérée comme économiquement la plus avantageuse sera celle qui arrivera en première position après application des coefficients de pondération.

4.6. Négociation

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de négocier avec les soumissionnaires. Cependant, sous réserve d'offres de qualité suffisante, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales.

Le soumissionnaire dont l'offre arrivera en première position se verra attribuer le marché., sous réserve qu'il transmette, dans les délais impartis par la personne publique, les pièces demandées aux articles R. 2143-7 à R. 2343-18 et R. 2344-1 à R. 2344-5 du Code de la commande publique. S'il ne satisfait pas à la présente obligation, le RPA écartera définitivement l'offre de ce candidat qui sera éliminé. Le candidat dont l'offre a été classée en deuxième position sera sollicité par le RPA. Ce candidat sera soumis à la même obligation de produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

Le Pouvoir Adjudicateur notifie à tous les autres candidats le rejet de leur offre, par le biais de la messagerie de la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE).

5. CONTENU DES PLIS ET MODALITES D'ETABLISSEMENT DES OFFRES

Le pli contient tous les documents et renseignements demandés au titre de l'offre.

L'ensemble des documents devra être impérativement rédigé en langue française. Si certains documents ne pouvaient être transmis en langue française, il est demandé qu'ils soient accompagnés d'une traduction en français.

5.1. Documents et renseignements relatifs à la candidature

Le dossier de candidature devra comporter tous les renseignements et documents demandés à l'appui des candidatures dans l'AAPC :

- DC1;DC2;Kbis
- déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels;
- références professionnelles et capacités techniques
 - o effectifs moyens annuels et importance du personnel d'encadrement sur les 3 dernières années ;
 - o références sur les trois dernières années en rapport avec l'objet du marché;
 - o titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise ;
 - o outillage, matériel et équipement technique ;
 - o équipement technique et des mesures employées pour s'assurer de la qualité et moyens d'étude et de recherche ;
 - o certificats de qualifications professionnelles ;
 - o échantillons, descriptions et/ou photographies des fournitures.

Le candidat qui ferait appel à un ou plusieurs sous-traitant(s), accompagnera sa candidature des déclarations de sous-traitance (Formulaire DC4).

Seuls les candidats ayant fourni l'intégralité des renseignements et documents demandés ci-dessus seront retenus.

En tout état de cause, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

5.1.1. Candidature simplifiée

Pour les candidats éligibles, l'acheteur met en œuvre le dispositif « marché public simplifié » (MPS). Ce dispositif présente les caractéristiques suivantes :

- La réponse électronique est obligatoire pour l'ensemble des candidats ;
- La possibilité de déposer sa candidature sur la base d'un formulaire de candidature simplifiée.

Ce formulaire pré-rempli est complété par le candidat lors du dépôt de sa candidature sur PLACE.

Les candidats éligibles sont les candidats se présentant seuls, en cotraitance, ou avec sous-traitant disposant d'un numéro de SIRET.

Les candidats non éligibles (candidat ne disposant pas d'un numéro SIRET) déposent leur candidature selon les modalités hors déclaration simplifiée.

Les candidats éligibles qui ne souhaitent pas déposer de candidature simplifiée, ceux qui ne disposent pas d'un numéro SIRET et les sociétés de nationalité étrangère ne disposant pas de SIRET, doivent respecter les exigences de la candidature hors déclaration simplifiée.

5.1.2. Candidature sous forme de DUME

En remplacement des formulaires DC1 et DC2, les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/07 de la Commission européenne du 5 janvier 2016 et disponible sur <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>.

5.1.3. Documents justificatifs et autres moyens de preuve

Les candidats ne sont pas tenus de fournir ces justificatifs et moyens de preuve lorsque le pouvoir adjudicateur peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Ainsi, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public est dispensé de transmettre ses attestations fiscales et sociales à condition que l'acheteur puisse accéder à ces informations.

5.2. Documents relatifs à l'offre

Le candidat produira un dossier complet comprenant les pièces exigées ci-dessous.

5.2.1. Projet de marché

Le projet de marché comprend:

- un Acte d'Engagement (AE) : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché.

Cet Acte d'Engagement devra être accompagné de :

- l'annexe RIB : à compléter et RIB à joindre
- l'État des Prix Forfaitaires : cadre joint en annexe 2 à l'AE, à compléter, arrondi à 2 chiffres après la virgule.
- Cet Acte d'Engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (DC4). Pour les sous-traitants désignés au marché, chaque candidat devra indiquer dans l'Acte d'Engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'article B4 de l'Acte d'Engagement.

- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), Cahier joint à accepter sans aucune modification et ses annexes ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), cahier ci-joint à accepter sans aucune modification.

5.2.2. Autres pièces constitutives de l'offre

Un mémoire technique comprenant à minima:

- une description de l'organisation et méthodologie mise en place au sein de l'entreprise pour la réalisation de ce marché (organigramme, compétences, habilitations...)
- Méthodologie d'exécution des travaux intégrant la santé et la sécurité des personnels et la gestion des déchets
- Une décomposition du prix global forfaitaire (annexe 1 du RC)

5.3. Présentation des offres en cas d'allotissement

Sans objet.

5.4. Présentation des offres en cas de variante(s).

Sans objet.

6. MODALITES DE REMISE DES PLIS

6.1. Date limite de réception des candidatures et des offres

Les candidatures et les offres devront parvenir au SID Atlantique avant le :

Voir la lettre de consultation

ATTENTION : Les plis parvenant après la date et l'heure limites seront refusés.

6.2. Echanges durant la procédure

Les différents échanges et communication en cours de procédure interviennent exclusivement par voie électronique.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la ou les adresses de messagerie communiquées dans le formulaire DC1, feront fois pour la transmission de l'ensemble des documents dans le cadre de la présente procédure via le site www.marches-publics.gouv.fr.

Il appartient au candidat de relever son courrier électronique régulièrement. La responsabilité du Pouvoir Adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps utiles.

Toute question dont la réponse pourrait avoir un impact sur la teneur des offres ou le délai de remise des plis devra parvenir au Représentant du Pouvoir Adjudicateur via PLACE (www.marches-publics.gouv.fr) en repérant chaque question par un numéro d'ordre, et en précisant si nécessaire la nature du document, le chapitre, le n° de page... du texte concerné, au plus tard quinze (15) jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les réponses aux questions seront adressées aux candidats en temps utile.

Pour les questions posées ultérieurement, la personne publique ne sera pas tenue de répondre et le candidat ne pourra s'en prévaloir pour faire repousser les délais de remise des candidatures et des offres.

Les questions et les réponses de la personne publique, si elles intéressent l'ensemble des soumissionnaires, seront portées à leur connaissance sous forme écrite par mise en ligne sur la PLACE. Les candidats souhaitant être informés de ces échanges durant la consultation devront s'être identifiés sur la PLACE lors du téléchargement du dossier de consultation.

6.3. Modification de détail au dossier de consultation

La personne publique se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard dix (10) jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres. Dans le cas où seule la date limite de remise des offres est modifiée, le délai précité est ramené à trois (3) jours calendaires.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de la nouvelle date.

6.4. Modalités de remise des plis

Les opérateurs économiques devront :

- d'une part, s'identifier (ce qui nécessite d'être inscrit au préalable sur la PLate-forme des AChats de l'État (PLACE) www.marches-publics.gouv.fr
- d'autre part, dans le cas où ils seraient retenus comme titulaire du marché ou de l'accord-cadre, se procurer un certificat numérique conforme aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique accessible sur le site legifrance.gouv.fr :

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2018/4/12/ECOM1800780A/jo/texte>.

Le dépôt des réponses électroniques s'effectue sur la PLate-forme des AChats de l'Etat (PLACE) accessible depuis www.marches-publics.gouv.fr ou via les portails www.achats.defense.gouv.fr.

Le mode de réponse se présente de la manière suivante :

- L'Acte d'Engagement (AE) figure de manière dissociée au sein de la réponse car la signature électronique doit être apposée directement sur le fichier non compressé constituant l'AE. Il doit donc être signé séparément du reste de la réponse. Le soumissionnaire peut joindre d'autres documents avec leur propre signature.

Nota 1 : Pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse des échanges avec la PLACE 'nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr' soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises.

Nota 2 : Lorsque l'opérateur économique envoie son pli électronique signé, il reçoit en retour, un accusé de réception électronique de son dépôt. Tout pli électronique reçu après la date limite de dépôt ne sera pas admis. Il en sera de même pour une réponse incomplète.

Le certificat numérique permet de signer numériquement tous les documents transmis par voie électronique. Ainsi, la signature de leurs documents se fait de manière électronique, de préférence sur la PLate-forme des AChats de l'État (PLACE)

Si le soumissionnaire n'utilise pas l'outil de signature de la PLACE, il fournira la procédure permettant la vérification de la validité de la signature conformément à l'arrêté du 15 juin 2012 mentionné supra.

Les formats utilisés pour la transmission électronique ou l'envoi sur support électronique des offres doivent être choisis dans un format largement disponible: Word 2003, Excel 2003, PowerPoint 2003, PDF, JPG, zip (winzip, filzip, etc.) ou équivalent, tous compatibles PC ; l'administration doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus.

En cas de difficultés rencontrées sur la Plateforme, des informations complémentaires figurent en annexe du présent document.

Nommage des fichiers :

Pour des raisons d'optimisation de la dématérialisation, les règles de nommage ci-dessous doivent être respectées par les candidats. Le type de pièce doit figurer au début du nom de fichier, il est ensuite suivi du numéro chronologie de marché (n° d'appel d'offre), et, enfin du nom de la société.

<Type de document><n° appel d'offre><nom de l'entreprise>

Chacun des items est séparé du suivant par un « underscore » de la touche 8 sur un clavier Azerty. Aucun accent ni de caractère spécial ne doit apparaître dans le nommage du fichier.

Exemples :

AE_AF1_259_entrepriseX

MTEC_AT3_5423_entrepriseZ

DC1_7813_entrepriseY

Kbis_1478_entrepriseW

Codification des documents			
Acte d'engagement	AE	Cahier des clauses administratives particulières	CCAP
Acte de sous-traitance	ST	Cahier des clauses particulières	CCP
Annexe de sécurité	AS	Cahier des clauses techniques particulières	CCTP
Annexes financières	AF	Décomposition du prix global et forfaitaire	DPGF
Annexes techniques	AT	Détail estimatif	DE
Bordereaux de prix unitaires	BPU	Etat des prix forfaitaire	EPF
Clauses administratives communes	CAC	Mémoire technique	MTEC

6.5. Transmission et échanges de documents "Diffusion restreinte" pendant la consultation

6.6. Copie de sauvegarde

Les candidats peuvent adresser, sur support physique électronique (clef USB par exemple), une copie de sauvegarde. Les documents figurant sur ce support doivent être signés électroniquement (pour les documents dont la signature est obligatoire).

Cette copie ne pourra être prise en compte que :

- Lorsque, dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique, un programme informatique malveillant (ou « virus ») est détecté par l'acheteur public. La trace de la malveillance du programme est conservée par l'acheteur public ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue à l'acheteur public dans les délais de dépôt des candidatures et des offres (par exemple, les aléas de transmission), alors que la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'a pas pu être ouverte par l'acheteur public.

Lorsque l'acheteur public ouvre la copie de sauvegarde, le document reçu par voie électronique ne sera pas utilisé. La copie de sauvegarde se substitue au document initial. Elle devient la candidature (ou l'offre) qui fait foi, au détriment du pli arrivé hors délai ou qui n'a pu être ouvert.

Le pli sera adressé à l'adresse postale ci-dessous :

SID Atlantique
Service des Achats de l'Infrastructure
BCRM de Brest – CC 16
29240 Brest Cedex 09

Le pli contiendra une enveloppe intérieure dans laquelle seront insérés l'ensemble des documents et renseignements cités au paragraphe 5 ci-dessus. Cette enveloppe portera la mention suivante :

NE PAS OUVRIR
COPIE DE SAUVERGARDE
"Ne pas ouvrir avant la séance d'ouverture des plis"
SID Atlantique
BCRM de Brest - CC 16
Service Achats Infrastructure / Section soutien des Achats
29240 Brest Cedex 09

Objet du marché :

BAN de Lann-Bihoué - Amélioration de l'adhérence des pistes 07-25 et 02-20 et réfection des marquages

Nom et adresse du candidat :

Antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre ou de la copie de sauvegarde. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en seront avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.